

Journaliste témoin, journaliste acteur

Jules Clauwaert

Éditorialiste à Nord Éclair

"Journaliste témoin, journaliste acteur" : tandis que l'on discutait de la responsabilité sociale des journalistes, et comme pour dépasser de façon un peu lapidaire les vérités premières que nous étions amenés à multiplier, il m'est arrivé de lancer cette formule. Puisqu'on m'a pris au mot, je serais mal placé pour allumer maintenant quelque querelle sémantique. On me permettra cependant, pour éviter les malentendus, de faire quelques remarques préliminaires.

S'il n'est pas seulement le témoin spectateur, comme on le dit de celui qui, ayant assisté à un accident de la route, est amené à donner une relation objective qui devient souvent une version subjective parmi d'autres, le témoin dont il est question ici n'est pas appelé au martyre, selon l'origine grecque ambivalente du mot : nos confrères algériens, eux, portent ce témoignage-là. Il s'agit simplement de partir d'un genre de service minimum du journaliste qui relate les faits, pour les analyser ensuite, puis pour enquêter sur le sujet : en publiant ses informations, il exerce déjà, bien ou mal, une responsabilité sociale. C'est particulièrement vrai dans la presse régionale ou locale, la seule sur laquelle je puisse porter un éclairage. Éclairage certainement contestable, mais on m'accordera, je l'espère, le bénéfice de la sincérité.

Comment le journaliste, dans cette forme de presse, peut-il être conduit peu à peu à devenir un "acteur", qu'il s'en défende ou qu'il l'accepte, au moins aux yeux des autres acteurs sociaux ? Comment peut-il jouer ce rôle, qui le place au milieu des contradictions et devant des questionnements nouveaux dans l'exercice de sa profession ? Ce rôle est-il compatible avec le travail d'équipe d'une rédaction, et son ciment ? En quels

termes se pose dès lors, pour les médias dans nos démocraties, la confrontation entre la logique citoyenne et la logique du marché ?

"Journaliste témoin, journaliste acteur" : qu'il n'y ait pas de méprise. Il ne s'agit pas d'une revendication, pas seulement non plus d'une orientation qui se dessine, mais déjà, d'un premier constat. Celui-ci ne repose que sur une expérience à première vue restreinte, à ceci près que les habitants de nos régions, donc nos lecteurs, font partie de cette France qui vient de connaître, en moins d'un demi-siècle, une urbanisation accélérée, et parfois "sauvage". Ce qui, pour le moins, change le paysage dans lequel évoluent les journalistes, et dans lequel évolue leur fonction. Et chacun sait, par exemple, que les quartiers réputés "difficiles"

« *comment le journaliste peut-il être conduit peu à peu à devenir un acteur ?* »

sont aussi les plus difficiles d'accès et de pénétration pour les médias. Mon propos n'est pas d'évoquer les incursions épisodiques de confrères des médias dits "nationaux", dans les moments de crise où l'on fait de la bagarre une "émeute", quand des pneus qui flambent donnent lieu à des reportages de style "guerre civile". Sauf à ajouter que le journaliste ou le cameraman chargés d'attirer le lecteur ou de faire monter l'audience ou l'audimat, ou qui font simplement leur métier d'informateurs, deviennent aussi des "acteurs" parmi d'autres.

Un journalisme "civique"

L'émergence du concept de *public journalism* sur le continent nord-américain me laisse à vrai dire un peu perplexe. Dans sa traduction française, parlons plutôt de "journalisme civique", le mot "public" ayant plutôt chez nous une connotation de "service public", ce que ne peuvent ni ne veulent devenir nos médias. Il s'agirait donc de la prise de conscience, chez les journalistes et les éditeurs, de leur responsabilité spécifique, au sein de la société américaine, notamment pour restaurer la confiance des citoyens dans leurs médias. Donc d'être plus proches de la population, dans sa vie quotidienne, dans ses difficultés, d'aider à consolider ou à refaire un tissu démocratique.

Ne cédon pas à une tentation habituelle dans notre métier : rien de nouveau sous le soleil des bonnes intentions. Nous ne pourrons que nous féliciter d'un échange critique d'expériences, chacun transposant celles des autres dans sa culture. Et au moins ce phénomène propre au Nouveau Continent nous pousse-t-il davantage encore à poser chez nous les vraies questions sur notre profession, et plus particulièrement sur le journalisme dit "de proximité".

En toute modestie mais en vérité, ce n'est pas d'hier qu'il est question dans nos réunions de rédaction du "rôle social" du journaliste, pour l'information pluraliste des citoyens, pour l'éveil de leur sens critique et comme lien entre les hommes et les groupes, afin qu'ils se connaissent et se comprennent mieux.

Au Groupement des Rédacteurs en chef de province, nous avons consacré de nombreuses sessions de travail à ces thèmes. Et nous avons essayé de tirer les

applications concrètes de nos premiers slogans : « *Ce journal nous est confié comme un outil au service de la population ; est-ce que nous en faisons bon usage ?* ». « *Si vous étiez le maire de cette commune, si vous aviez des responsabilités dans ces quartiers, sur lesquels vous estimez que tout est dit, vous n'auriez vraiment plus aucun problème, aucun projet ?* ». « *Les comptes rendus des réunions publiques des collectivités locales, sauf en cas de gros chahut, ne passionnent pas les lecteurs : mais ne sont-ils pas une mine de sujets pour les enquêtes qui, elles, les intéressent ?* ». « *Nos lecteurs connaissent très bien les "notables" : mais ne sont-ils pas nombreux, ceux et celles qui ont à raconter, à témoigner, à proposer, à qui on ne donne jamais la parole ?* »

« **pourquoi le journaliste serait-il le seul agent social à ne pas faire de propositions ?** »

La liste de ces interrogations, qui constituaient une sévère autocritique, n'a cessé de s'allonger. Dans nos rédactions, nous avons remis en cause la primauté de l'agenda, – à la lettre, ce carcan des choses qui doivent être faites. Nous nous sommes mis à chercher les idées pour des enquêtes collectives, des "dossiers" à préparer, des interviews et des "portraits" à multiplier, avec l'ambition de ne plus nous limiter à ceux que nous appelions les "institutionnels".

L'habitude s'est prise aussi, au terme de travaux collectifs sur un thème – par exemple le chômage des jeunes ou l'illettrisme – de formuler des conclusions qui étaient une synthèse de notre collecte, mais aussi, des propositions : pourquoi le journaliste serait-il le seul agent social à ne pas en faire ?

De même, nous avons accepté l'appellation "instituteurs des temps modernes", et d'autant plus volontiers que nous avons tissé les premiers liens avec les enseignants motivés pour l'entrée et l'utilisation de la presse à l'école et pour les contacts avec les journalistes. Nous avons abattu quelques cloisons, et tout cela est aujourd'hui organisé en manifestations et réalisations diverses. Au point que nous craignons aujourd'hui le côté trop "institutionnel", qui ferait litière du minimum d'enthousiasme militant nécessaire à ce genre d'entreprise.

Servir la communauté

Parce qu'ils n'étaient pas insensibles non plus à une lente érosion du lectorat de la presse quotidienne, les journalistes n'ont cessé d'explorer et d'élargir le champ de leurs responsabilités sociales, en allant regarder derrière les décors, en expliquant, en situant les événements dans leur contexte, en s'approchant des hommes : on ne suit plus seulement un cheminot en grève dans les assemblées et les cortèges auxquels il participe, mais dans sa vie au travail, de famille, fiche de paie à l'appui.

La vie associative, longtemps traitée en "photo-légende", est devenue un champ d'action privilégié, les journalistes l'ont pénétrée en présentant les acteurs, en montrant leurs réalisations, leurs projets, leurs besoins, leurs difficultés. Ils ne jugent les prestations d'amateurs bénévoles comme celles de professionnels. D'ailleurs, ils ne se hissent pas sur un piédestal pour distribuer le blâme ou l'éloge.

Tel est le constat. La "locale" n'est pas un sous-produit du journalisme, parce que le journaliste participe à la vie de la Cité. Même si cela lui pose quelques problèmes, comme nous allons le voir, il contribue à l'animer, à défendre sa population, il épouse les causes qui lui paraissent justes, il favorise dans ses colonnes les dialogues nécessaires. Disposant de ce pouvoir énorme de choisir l'information, de la hiérarchiser, il n'en abuse pas pour suivre ses propres inclinations, mais se met d'abord au service de la collectivité.

En réalité, on n'imagine plus un journal se désintéresser de son environnement social et ne donnant pas l'exemple de l'entreprise citoyenne, quand il se fait le porte-parole d'une population que des annonces de licenciements massifs dans une grande entreprise plongent dans l'angoisse. Et comment une rédaction locale pourrait-elle relater d'une plume indifférente une bataille menée pour la sauvegarde de l'emploi ? Comment un journaliste pourrait-il rester de marbre devant une détresse, quand il ne s'agit pas de faire pleurer dans les chaumières, mais d'aider à secouer les inerties ?

Certes, il ne faut pas perdre de vue toutes les difficultés d'une profession, les contraintes qui pèsent sur elle, le manque de moyens, pour mieux pratiquer un journalisme d'investigation, ce qui me paraît d'ailleurs un pléonasme. Mais je ne parviens plus à peser au trebuchet la "responsabilité sociale" du journaliste, qui vit dans la ville, ou le secteur qu'il couvre, comme un poisson dans l'eau. Ce n'est pas pour effaroucher les vierges de l'information objective et jouer les provocateurs que je parle de constat : oui, les journalistes sont devenus et deviendront de plus en plus des animateurs dans la Cité, des acteurs dans le corps social. Non, l'information n'est pas neutre.

Animateur-acteur, c'est tout un. Je n'évoque ici que pour mémoire les interventions qui nous sont demandées devant des publics divers, d'une école à une association de jeunes, un Rotary ou des syndicats, pour répondre aux interrogations du public sur les médias : de même, et il ne s'agit pas de "faire des ménages", le journaliste est sollicité pour animer des débats parce qu'on le croit omniscient, même s'il s'en défend, et surtout parce qu'on lui reconnaît une intégrité intellectuelle. Acteur de la vie sociale, le journaliste ne l'est-il pas déjà quand il pose publiquement ou relaie les questions de ses lecteurs, contraignant en quelque sorte les élus ou les responsables à fournir les réponses ? N'est-il pas acteur, aussi, quand il accepte de jouer les intermédiaires dans un débat public, entre un groupe de jeunes réputés "en colère" et une équipe municipale accusée de crispation ? À qui demande-t-on de jouer les "modérateurs" quand on craint que les confrontations tournent au vinaigre ? À qui demande-t-on d'animer ici un débat contradictoire sur la Défense, et là, une soirée sur le hip-hop et la "danse de rue" ?

Le risque du mélange des genres

Rentrons dans les rédactions. Pour faire ensemble un premier point sur cette situation nouvelle du "journaliste témoin, journaliste acteur" telle qu'elle est de

plus en plus souvent vécue. Ou, plus modestement, évoquer quelques pistes de réflexion. Car cette évolution, nous l'avons dit, ne va pas sans contradictions, ni questionnements, ni risques.

Le risque de confusion, entre les responsabilités du journaliste, dont la première restera de fournir une information puisée aux sources, vérifiée, recoupée, factuelle, sans l'amalgame entre la relation des faits et le commentaire. Comment un "journaliste acteur" peut-il rester objectif, même s'il se veut honnête ?

La question n'est pas mineure, ni la réponse péremptoire. Chacun sait que le journaliste perdrait beaucoup de son crédit s'il prenait les positions tranchées d'un militantisme personnel. Il lui revient donc de concilier en conscience une éthique de responsabilité et une éthique de conviction. Il n'est pas seul à se livrer à ce genre d'exercice.

Au reste, inutile de se lamenter : chacun sait qu'un journaliste n'échappe ni aux pressions, ni même aux tentatives de manipulation. À chacun de garder en poche sa petite fiole d'anti-pouvoirs et de vigilance en face des hommes de pouvoir aux yeux desquels on ne peut être qu'un complice, ou un adversaire. Mais, à l'inverse, si le journaliste est appelé à devenir un acteur dans et de la vie sociale, il devra se garder d'autant plus de la tentation d'abuser lui aussi de son pouvoir et de tirer les ficelles.

Car il n'échappe pas à cette autre contradiction : comment jouer un rôle actif dans la vie de la Cité tout en gardant ses distances avec les autres acteurs ? Comment, notamment, déceler la pression la plus subtile, qui est aujourd'hui celle de la familiarité ? Ayant la chance de ne pas appartenir à un cénacle

« un journaliste n'échappe ni aux pressions, ni même aux tentatives de manipulation »

politico-médiatique de quelques kilomètres carrés sur les bords de la Seine, il lui reste à ne pas se lier à ceux qui peuvent se créer autour des pouvoirs régionaux. Il y gagnera en autorité auprès des responsables, et en estime auprès de tous.

Cette distance reste d'autant plus nécessaire que le journalisme de proximité tend évidemment à la réduire à son minimum. Ce qui oblige à s'interroger sur le "politiquement correct" du moment et de la région. Il fut un temps où il n'était pas de bon ton d'avancer que la récession minière, dans la région, était inévitable et la reconversion nécessaire, que le Nord n'était plus une "région-pilote", que la mono-industrie du textile empêchait les diversifications souhaitables.

Le "journaliste acteur" reste toujours sur le fil du rasoir entre, d'une part, les modes et les enthousiasmes collectifs et, d'autre part, le mauvais rôle de Cassandre, parce qu'il lui faut bien rappeler les réalités telles qu'il les connaît.

Préserver la cohésion de la rédaction

Il reste hautement souhaitable que ce genre de choix reste l'affaire de l'équipe rédactionnelle, naturellement riche de ses diversités. Car le "journaliste acteur"

dans la vie sociale ne devient pas un électron libre, choisissant ses centres d'intérêt et prenant ses positions au jour le jour. Il sait que son journal, contrairement à une idée qui commence à se répandre, n'est pas un produit comme un autre, qu'il a une identité, un rôle particulier au service d'une population et que la cohésion de l'équipe rédactionnelle s'impose plus que jamais, dans la définition et dans la poursuite des objectifs communs.

Cohésion d'autant plus nécessaire que les nouveaux métiers du journalisme ont commencé de segmenter les rédactions et d'isoler chaque journaliste devant son terminal. On risque donc de discuter et de communiquer de moins en moins, ce qui est un comble, dans une profession "communicante". Nouveau questionnement : comment une rédaction peut-elle assumer collectivement un rôle social par ailleurs de plus en plus affirmé quand la standardisation des modules, l'accélération des transmissions, ne facilitent ni le minimum de recul nécessaire, ni la créativité, ni la réflexion sur les problèmes d'éthique ? Qui peut décider seul de la couverture de l'événement, avec tout ce que cela implique pour le journal local, quand un groupe de fanatiques mène le combat contre la police dans un des quartiers "fragiles" de la ville ?

Comme chacun sait, la proximité impose une responsabilité et une contrainte supplémentaires : celles du public. Il s'agit, dans la forme comme sur le fond, de prendre en considération la façon dont l'information sera perçue. Et il n'est pas trop de l'expérience de plusieurs "journalistes témoins et acteurs" pour en décider, et pour "faire".

Pour "faire", souvent, dans des conditions difficiles, aux limites de l'acrobatie, avec des effectifs insuffisants. Ne leur demandez pas, à eux, ce qu'ils pensent des autres "animateurs" et de leurs cachets, ou des sommes dépensées dans les revues luxueuses dites de la "communication". Et ne leur posez pas de problèmes existentiels sur la confrontation entre la logique citoyenne et la logique du marché. Ils savent qu'un journal, pour remplir sa mission, doit vivre. Mais la qualité d'une rédaction, son rôle actif dans la Cité, ne seront-ils pas en définitive la première valeur marchande d'une entreprise de presse ?

On a peut-être découvert, semble-t-il, qu'un journal se vend d'abord pour son contenu et que les journalistes ont plus de chances d'intéresser les lecteurs s'ils les connaissent bien : en quelque sorte, "de l'intérieur"... ■